

CHAPITRE 4. — *Conditions de la demande d'aide*

Art. 4. Les demandeurs d'aide fournissent un aperçu de l'aide obtenue depuis le 19 mars 2020. Il ressort de cet aperçu qu'en incluant l'aide demandée sur la base du présent arrêté, le plafond de 1 800 000 euros, visé au chapitre 3.1 de l'encadrement temporaire, n'a pas encore été dépassé.

Art. 5. L'aide peut uniquement être octroyée aux entreprises qui, en date du 31 décembre 2019, ne sont pas des entreprises en difficulté visées à l'article 2, 18 du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.

CHAPITRE 5. — *Procédure de demande d'aide*

Art. 6. L'aide est attribuée via une procédure d'appel.

Art. 7. Le ministre détermine les conditions d'appel suivantes :

- 1° l'enveloppe budgétaire mise à disposition ;
- 2° les critères de recevabilité ;
- 3° la date limite d'introduction.

Art. 8. Les demandes d'aide recevables sont évaluées sur la base des critères suivants :

- 1° la transformation stratégique ;
- 2° la pertinence ;
- 3° la faisabilité ;
- 4° une bonne gestion de projet.

Le ministre peut spécifier les critères visés à l'alinéa premier.

Art. 9. Les demandeurs d'aide soumettent une demande d'aide via l'application PLATOS.

Art. 10. Les demandes d'aide recevables sont évaluées par une commission d'évaluation composée d'au moins trois évaluateurs du département.

Art. 11. Le ministre détermine le score minimum des critères d'évaluation et accorde l'aide.

Art. 12. Le demandeur d'aide est informé via l'application PLATOS de la décision d'octroi de l'aide ou du rejet de la demande.

Art. 13. Le ministre détermine les paiements périodiques et les obligations de rapportage.

CHAPITRE 6. — *Contrôle*

Art. 14. Le département contrôle le respect des conditions du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 15. Le demandeur d'aide fournit au département les pièces justificatives démontrant que les conditions visées dans le présent arrêté et ses arrêtés d'exécution, ou dans la décision d'octroi de l'aide, ont été respectées.

Le ministre détermine les conditions de rapportage et la manière dont les pièces justificatives doivent être soumises au département.

Art. 16. Le département tient des dossiers détaillés concernant l'octroi de l'aide soumise à l'encadrement temporaire. Ces dossiers contiennent toutes les informations nécessaires à la vérification du respect des conditions visées dans le présent arrêté. Ces dossiers sont conservés jusqu'à 10 ans suivant l'octroi de l'aide et sont fournis à la Commission européenne sur demande.

CHAPITRE 7. — *Dispositions finales*

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2021.

Art. 18. Le ministre flamand ayant l'économie sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} octobre 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,
H. CREVITS

VLAAMSE OVERHEID

[C - 2021/22190]

24 SEPTEMBER 2021. — **Besluit van de Vlaamse Regering tot bepaling van de regels voor de toekenning van bijkomende steun aan jeugdorganisaties wegens de maatregelen ter bestrijding van het coronavirus COVID-19. — Erratum**

Bovengenoemd besluit van de Vlaamse Regering werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 6 oktober 2021, op blz. 105464 tot en met blz. 105470.

In de Franse vertaling is een fout gepubliceerd.

De eerste zin van artikel 2: "Dit besluit is van toepassing op organisaties die aan al de volgende voorwaarden voldoen:..." werd als volgt naar het Frans vertaald: "Le présent arrêté **ne** s'applique **pas** aux organisations qui remplissent les conditions suivantes : ... " (pagina 105468).

De correcte vertaling luidt: "Le présent arrêté s'applique aux organisations qui remplissent l'ensemble des conditions suivantes : ..."

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2021/22190]

24 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement flamand établissant les règles d'octroi d'une aide supplémentaire aux organisations de jeunesse à la suite des mesures de lutte contre le coronavirus. — Erratum

L'arrêté du Gouvernement flamand susvisé a été publié au *Moniteur belge* du 6 octobre 2021, aux pages 105464 à 105470.

Une erreur a été publiée dans la traduction française.

La première phrase de l'article 2 : « Dit besluit is van toepassing op organisaties die aan al de volgende voorwaarden voldoen:... » a été traduite en français comme suit : « Le présent arrêté **ne** s'applique **pas** aux organisations qui remplissent les conditions suivantes : ... » (page 105468).

La traduction correcte est la suivante : « Le présent arrêté s'applique aux organisations qui remplissent l'ensemble des conditions suivantes : ... ».

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/22080]

30 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification de divers arrêtés d'exécution de l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Énergie, en ce qui concerne les systèmes de chauffage et de climatisation et en vue de la transposition partielle de la Directive (UE) 2018/2002

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire, adopté par l'arrêté du 9 avril 2004 et ratifié par l'ordonnance du 13 mai 2004, les articles 102/1, § 5 et 124;

Vu l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code Bruxellois de l'Air, du Climat et de la maîtrise de l'Énergie, les articles 2.2.7, § 3, 2.2.12, § 3, 2.2.15, 2.2.17, § 4 et § 5, 2.5.1, § 2, al.2 et 2.5.2, § 1^{er} et § 2, al.2, telle que modifiée par l'ordonnance du 18 décembre 2020;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 février 2011 relatif à l'agrément des certificateurs qui établissent un certificat PEB ou un certificat PEB Bâtiment public;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 février 2011 relatif au certificat PEB établi par un certificateur pour les unités PEB non résidentielles;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 février 2011 relatif au certificat PEB établi par un certificateur pour les unités PEB habitations individuelles;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2013 déterminant la composition du dossier de demande de permis d'urbanisme;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 juin 2018 relatif aux exigences PEB applicables aux systèmes de chauffage et aux systèmes de climatisation pour le bâtiment lors de leur installation et pendant leur exploitation;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 juin 2018 relatif au contrôle et à l'entretien des systèmes de chauffage et de climatisation et à l'agrément des personnes qui réalisent ces actes;

Vu le test égalité des chances, comme défini par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 novembre 2018 portant exécution de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tenant à l'introduction du test égalité des chances, réalisé le 23 février 2021;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 7 mai 2021;

Vu l'avis A-2021-035 du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 20 mai 2021;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, prorogé de 15 jours, adressée au Conseil d'État le 16 juillet 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/22080]

30 SEPTEMBER 2021. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende wijziging van meerdere uitvoeringsbesluiten van de Ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing, betreffende de verwarmingssystemen en de klimaatregelingssystemen en met het oog op de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2018/2002

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening goedgekeurd bij besluit van 9 april 2004 en bekrachtigd door de ordonnantie van 13 mei 2004, artikels 102/1, § 5, en 124;

Gelet op de Ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing, artikelen 2.2.7, § 3, 2.2.12, § 3, 2.2.15, 2.2.17, § 4 en § 5, 2.5.1, § 2, al.2 en 2.5.2, § 1 en § 2, al.2, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 18 december 2020;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juni 2008 tot vaststelling van de inhoud van het EPB-voorstel en van de haalbaarheidsstudie;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 februari 2011 betreffende de erkenning van de certificateurs voor het opstellen van een EPB-certificaat of een EPB-certificaat Openbaar gebouw;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 februari 2011 betreffende het door een certificateur opgestelde EPB-certificaat voor de tertiaire eenheden;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 februari 2011 betreffende het door een certificateur opgestelde EPB-certificaat voor EPB-wooneenheden;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 december 2013 tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 juni 2018 betreffende de voor de verwarmingssystemen en klimaatregelingssystemen van gebouwen geldende EPB-eisen bij hun installatie en tijdens hun uitbatingperiode;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 juni 2018 betreffende de controle en het onderhoud van verwarmingssystemen en klimaatregelingssystemen en betreffende de erkenning van de personen die deze handelingen uitvoeren;

Gezien de gelijke kansentest, zoals bepaald in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijke kansentest, uitgevoerd op 23 februari 2021;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 7 mei 2021;

Gelet op het advies A-2021-035 van de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 20 mei 2021;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen verlengd met 15 dagen, die op 16 juli 2021 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;